



ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU LOUVRE

MARCHÉ PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

INSTALLATION, LOCATION ET MAINTENANCE D'UNE SOLUTION SECURISÉE DE DONS EN LIGNE EN MODE SAAS POUR
LE MÉCÉNAT DU MUSÉE DU LOUVRE

CONTRAT N°2025-079M

*Procédure passée en application des dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la
commande publique*

CADRE À REMPLIR PAR L'ADMINISTRATION

TITULAIRE :

N° DU MARCHÉ : 2025-079M

IMPUTATION BUDGÉTAIRE / CLÉ DE NOMENCLATURE :

TAUX AVANCE :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DU CANDIDAT (<i>à compléter</i>)	4
ARTICLE 3 – OBJET DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
ARTICLE 5 – MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION	10
ARTICLE 6 – CONDUITE D'OPERATION – REPRESENTANT DU TITULAIRE	10
ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE – SECURITE DES DONNEES	12
ARTICLE 8 – DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION	14
ARTICLE 9 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	17
ARTICLE 10 – MODALITES D'EXECUTION	17
ARTICLE 11 - PENALITES	18
ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	19
ARTICLE 13 - PROPRIETE INTELLECTUELLE / PROPRIETE DES DONNEES	21
ARTICLE 14 – GARANTIE.....	25
ARTICLE 15 – CONTENU ET VARIATION DES PRIX	25
ARTICLE 16 – BONS DE COMMANDE	26
ARTICLE 17 – REGLEMENT DES COMPTES	28
ARTICLE 18 – DELAIS DE PAIEMENT – TVA – INTERETS MORATOIRES.....	31
ARTICLE 19 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	32
ARTICLE 20 – ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE COMPORTANT UN MINIMUM	32
ARTICLE 21 – ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ	32
ARTICLE 22 – RÉILIATION	33
ARTICLE 23 – LANGUE, LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX.....	33
ARTICLE 24 – DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG	34
ARTICLE 25 – NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCE (<i>à compléter, le cas échéant</i>)	34
ARTICLE 26 – PAIEMENT (<i>à compléter</i>)	35
ARTICLE 27 – SIGNATURE DE L'OFFRE PAR LE CANDIDAT INDIVIDUEL OU, EN CAS GROUPEMENT, LE MANDATAIRE DUMENT HABILITE OU CHAQUE MEMBRE DU GROUPEMENT (<i>à compléter</i>)	36
ARTICLE 28 – MISE AU POINT DU MARCHÉ	37
ARTICLE 29 – DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	37

ARTICLE 30 – NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE 39

Nantissement ou de cession de créances..... 40

CONTRAT

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU LOUVRE

75058 Paris Cedex 01

Numéro SIRET (N° SIREN + N° NIC) de l'acheteur public : 180046237 00012

APE : 9103Z

✓ **Nom, prénom, qualité du signataire du marché :**

Madame Laurence des Cars, Présidente-directrice de l'établissement public du musée du Louvre, nommé par décret du 31 juillet 2021.

✓ **Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou cessions de créances :**

Madame Laurence des Cars, Présidente-directrice de l'établissement public du musée du Louvre

✓ **Ordonnateur des dépenses :**

Madame Laurence des Cars, Présidente-directrice de l'établissement public du musée du Louvre

✓ **Comptable public assignataire des paiements :**

L'Agent Comptable de l'Etablissement Public du Musée du Louvre.

Adresse : Musée du Louvre - 75058 Paris Cedex 01

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DU CANDIDAT (*à compléter*)

2.1. Entreprise unique :

Paragraphe à remplir lorsque le candidat se présente seul

Je soussigné (nom, prénoms, qualité) :

☐ agissant pour mon propre compte

☐ agissant pour le compte de la société

Nom de la société :

Adresse :

.....

Capital :

N° SIRET : Code APE :

Téléphone :Télécopieur :

Courriel (*utilisé pour toute correspondance par voie électronique*) :

☐ agissant pour le compte de la personne publique candidate :

Nom :

Adresse :

.....

Capital :

N° SIRET : Code APE :

Téléphone :Télécopieur :

Courriel (utilisé pour toute correspondance par voie électronique) :

↳ **Après avoir pris connaissance** de l'ensemble des éléments du **contrat, du cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** et des pièces contractuelles qui y sont mentionnées, et conformément à leurs clauses et stipulations,

↳ **Après avoir établi la déclaration** prévue à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique,

↳ **Affirme** sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à mes torts exclusifs ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner découlant des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique,

↳ **M'engage** sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dont l'objet est défini à l'article 3 du présent contrat et de l'article 2 du CCTP, dans les conditions définies ci-après.

2.2. Groupement d'entreprises :

**Paragraphe à remplir lorsque les entreprises se portent candidates sous forme de groupement
A remplir par les contractants**

Nous soussignons,

1^{er} contractant :

Nom, prénoms, qualité :

Nom de la société :

Adresse :

.....

Capital :

N° SIRET : Code APE :

Téléphone :Télécopieur :

Courriel (utilisé pour toute correspondance par voie électronique) :

☐ agissant en tant que mandataire pour l'ensemble des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature en date du

☐ du groupement solidaire

☐ du groupement conjoint

☐ mandataire solidaire

☐ mandataire non solidaire

2^{ème} contractant : (à dupliquer le cas échéant, c'est-à-dire : à remplir autant de fois que de cotraitant)

Nom, prénoms, qualité.....

Nom de la société :

Adresse :

.....

Capital :

N° SIRET : Code APE :

Téléphone :Télécopieur :

Courriel :

↳ **Après avoir pris connaissance** de l'ensemble des éléments du **contrat, du cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** et des pièces contractuelles qui y sont mentionnées, et conformément à leurs clauses et stipulations,

↳ **Après avoir établi la déclaration** prévue à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique,

↳ **Affirmons** sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à mes torts exclusifs ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner découlant des articles R.2143-3 et R.2143-6 du Code de la commande publique,

↳ **Nous engageons** sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dont l'objet est défini à l'article 3 du présent contrat et de l'article 2 du CCTP, dans les conditions définies ci-après.

NB : En cas de groupement solidaire, le paiement des prestations réalisées par chaque cotraitant ne peut se faire que si l'individualisation des prestations par cotraitant est définie. En conséquence, si la répartition des prestations n'est pas communiquée, les règlements s'effectueront vers un compte unique ouvert au nom du groupement ou vers celui du mandataire.

2.3. Petites et moyennes entreprises (PME) :

Le candidat est une PME, au sens de l'article R.2151-13 du Code de la commande publique et de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises dans la réglementation applicable à la commande publique, si :

- l'effectif est inférieur à 250 personnes,
- le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros,
- 25% ou plus de son capital ou de ses droits de vote ne sont pas détenus par une seule entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises liées.
- 25% ou plus de son capital ou de ses droits de vote ne sont pas contrôlés, directement ou indirectement, par un ou plusieurs organismes publics ou collectivités publiques, à titre individuel ou conjointement.

Le candidat est-il une PME ? *(cocher la case concernée – le cas échéant, en cas de groupement, répéter autant de fois que de cotraitants)*

☐ OUI, je suis une PME

☐ NON, je ne suis pas une PME

2.4. Interdiction d'attribuer tout marché public aux personnes de nationalité russe, ou aux personnes, organismes ou entités détenues par une personne russe :

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus au règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, à savoir :

- être un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- être détenu à plus de 50 %, et de ce manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- être une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- avoir recours aux capacités d'un sous-traitant, d'un fournisseur ou de toute entité se trouvant dans l'un des trois cas susmentionnés, et dont le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Afin d'attester que le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐ (cocher la case concernée – le cas échéant)

ARTICLE 3 – OBJET DU MARCHÉ

3.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation, pour le compte du musée du Louvre, d'une solution complète de gestion des dons qui comprendra *a minima* :

- Un formulaire web responsive initial multilingue et sécurisé, permettant une saisie des dons et coordonnées du donateur,
- Un formulaire web responsive initial multilingue et sécurisé pour la campagne *Tous mécènes !*,
- Une solution de paiement sécurisé en ligne,
- Une plate-forme sécurisée permettant le paramétrage de l'interface web, la consultation et l'export des données collectées,
- Une plate-forme sécurisée permettant le paramétrage et la consultation des données de la solution de paiement en ligne,
- Un espace donateur,
- Une solution de *peer-to-peer*.

3.2. Détail des prestations

Le détail des prestations figure au CCTP.

3.3. Procédure de passation

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R. 2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

3.4. Forme d'exécution du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans montant minimum et avec montant maximum en valeur au sens des dispositions des articles R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique, notamment l'article R.2162-2 deuxième alinéa.

Le montant maximum par période d'exécution est le suivant :

Montant maximum H.T. par an
12 000 € HT

Le marché donne lieu à la conclusion de bons de commande.

Les bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins en référence aux prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les quantités et la nature des prestations à exécuter au titre de chaque commande figurent sur chacun des bons de commande dans le respect des documents contractuels.

3.5. Découpage en tranches et en lots

Le présent contrat ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles L. 2113-10, L. 2113-11 et R. 2113-2 du Code de la commande publique, les prestations objet du présent marché constituant un ensemble homogène.

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens de l'article R.2113-4 du Code de la commande publique.

3.6. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.7. Durée de validité de l'offre

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre **six (6) mois** à compter de la date limite de réception des offres.

3.8. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-TIC, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail où cette main-d'œuvre est employée.

3.9. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément à l'article 7 du CCAG-TIC, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

3.10. Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement public du musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre » ou « le pouvoir adjudicateur »).

Les livrables et prestations sont fournis et réalisés par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées au contrat (ci-après « le titulaire »).

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant au présent marché.

3.11. Responsabilité sociétale des organisations (RSO)

Considérant,

- ✓ La circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- ✓ La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)

- ✓ Loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- ✓ Loi AGECE - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- ✓ Loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- ✓ Le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- ▶ le présent contrat, valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Bordereau des prix unitaires (BPU),
 - Annexe n°2 : Protection des données personnelles,
- ▶ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe ;
- ▶ le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- ▶ l'offre technique du titulaire.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-TIC, la notification du présent marché comprend uniquement une copie du présent contrat. Elle comprend également, à la demande et aux frais du titulaire, la remise par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

ARTICLE 5 – MODIFICATION EN COURS D'EXÉCUTION

En application des dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-TIC, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 6 – REPRÉSENTANTS DES PARTIES

6.1. Représentants de l'EPML

La Direction des relations extérieures et de la communication (DREC) de l'EPML, et plus particulièrement le service du mécénat, au sein de la Sous-direction du mécénat, de la philanthropie et de la marque, est l'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution du marché au quotidien. Ce service assure l'interface et la coordination avec les différents interlocuteurs de l'EPML. Il est également responsable des opérations de vérification et veille au respect du planning général du projet.

La correspondance relative à l'exécution du présent marché doit être transmise à l'adresse suivante :

Service du mécénat
Direction des relations extérieures et de la communication
Musée du Louvre
75058 Paris Cedex 01

Contact : Florianne Rapatel
Chargée de mécénat
06.46.38.57.05
Florianne.rapatel@louvre.fr

6.2 Représentant(s) du titulaire

Les prestations faisant l'objet du marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire. **La bonne exécution du marché suppose que le titulaire désigne un interlocuteur unique en charge du suivi des prestations du présent marché pendant toute la durée de celui-ci (le « chef de projet »).**

Le titulaire désignera également un suppléant qui assurera les mêmes fonctions que le chef de projet en cas d'absence ou d'indisponibilité de celui-ci.

Le chef de projet :

1. assure le suivi et la gestion du marché,
2. assiste aux différentes réunions,
3. coordonne toutes les interventions pour le titulaire.

L'équipe du titulaire affectée à la réalisation des prestations est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations telles que définies dans le présent marché. En complément des dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, si en cours d'exécution du marché le titulaire est amené à modifier la composition de l'équipe, celui-ci doit :

- en aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- lui communiquer dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de l'avis d'information fait au représentant du pouvoir adjudicateur, la nouvelle composition de l'équipe.

En outre, en cas de remplacement du chef de projet, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et la fonction dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans les conditions énoncées à l'alinéa précédent.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée. En cours d'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser les interlocuteurs à tout moment. Le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans les conditions énoncées ci-dessus.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions de l'article 22 du présent contrat, à l'issue de la deuxième récusation ou en l'absence de désignation de nouvel intervenant dans les délais impartis.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

6.3 Sous-traitance

Le titulaire a l'obligation d'exécuter avec ses propres structures, ses propres compétences et son personnel salarié les prestations objet du présent marché.

Néanmoins, le titulaire peut sous-traiter une partie de ses prestations dans les conditions prévues au CCAG-TIC, au Code de la commande publique et dans la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'une des prestations avant d'avoir obtenu l'agrément des sous-traitants par l'EPML.

En cas d'exécution de prestations par un sous-traitant non agréé, le titulaire engage sa responsabilité contractuelle.

6.4 Obligations du titulaire

Au titre des prestations du marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Il est également soumis à :

- une obligation de confidentialité définie à l'article 7 du présent document ;
- une obligation de conseil et s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur tous renseignements et conseils techniques utiles à l'obtention de la meilleure qualité au meilleur coût. Le titulaire est ainsi tenu à une obligation de conseil portant sur tous les aspects de la mission, ce qui l'oblige à attirer l'attention du musée du Louvre sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité, quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une disposition spécifiquement décrite au présent marché.

Le titulaire s'engage à :

- se conformer à l'ensemble des prescriptions légales, réglementaires et normatives régissant les prestations, objet du marché ;
- faire respecter par ses préposés et ses sous-traitants éventuels toutes les obligations issues du présent marché.

Le titulaire s'interdit d'accepter des tiers, avec lesquels l'exécution du marché le mettrait en rapport, toute autre mission découlant du présent marché.

Pour la réalisation de la prestation, le titulaire prendra toutes les dispositions utiles pour assurer la mise en place en temps voulu, des moyens nécessaires à l'exécution de la prestation en fonction des consignes et de leur volume, en accord avec l'EPML.

Le titulaire s'engage, pour une meilleure collaboration et pour un réel partenariat, à faire bénéficier l'EPML de son expérience et de ses connaissances.

Le titulaire recrute, rémunère, emploie et forme sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution de la mission. Le candidat retenu fait sien des problèmes d'horaires et d'effectifs pour l'observation de la législation du travail notamment à la durée du travail, aux repos hebdomadaires et aux congés annuels ou autres.

Le titulaire s'engage à ce que les prestations de ses salariés soient effectuées de façon tout à fait irréprochable et à ce que les employés observent une discrétion absolue sur tout ce qui touche l'EPML.

Le titulaire s'engage à assurer dans tous les cas sa prestation et à garantir à l'EPML une prestation complète dans les cas de force majeure, type grève des transports ou autres.

Le titulaire devra prendre toutes :

- les dispositions nécessaires afin d'exécuter ses prestations dans un contexte très sécurisé sur le plan de la disponibilité, de la confidentialité et de l'intégrité de l'ensemble des données ;
- les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité, la conservation, la sauvegarde et la sécurité des informations qui lui sont transmises par l'EPML ou auxquelles il a accès dans le cadre de l'exécution des prestations et dans le respect des dispositions visées à l'article 7 du présent contrat.

De manière générale, le titulaire s'engage à travailler en étroite concertation avec les prestataires et personnels du musée du Louvre.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITÉ – SÉCURITÉ DES DONNÉES

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-TIC sont applicables au présent marché pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, fournisseurs, préposés... au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, documents, etc., dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers, en dehors des dispositions prévues à cet effet dans le présent marché. Les données et documents (dématérialisés ou non) qui sont échangés dans le cadre du présent marché, qu'ils présentent ou non un caractère personnel, sont des données confidentielles et couvertes par le secret professionnel, tel que défini aux articles 226-13 et suivants du Code pénal.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'établissement public du musée du Louvre à résilier le marché aux torts du titulaire et à ses frais et risques, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le musée du Louvre au titulaire, au titre de l'article 1240 du Code Civil.

Le titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'EPML conformément aux lois et régimes applicables.

7.1. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage (pour lui-même et pour son personnel) :

- concernant la confidentialité des informations, des documents et de l'utilisation des outils informatiques :
 - à ne pas divulguer ou retransmettre à des personnes physiques ou morales non autorisées les informations et documents dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent marché. Seul le personnel du pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel habilité par le titulaire dans le cadre du présent marché, sont autorisés à accéder aux informations, aux documents et aux outils informatiques nécessaires à l'exécution de la prestation.
 - à ne pas utiliser les informations, les documents et outils informatiques mis à sa disposition à d'autres fins que celles spécifiées dans le présent marché.
 - à ne pas modifier, altérer ou copier les informations, les documents et outils informatiques dont il aurait eu connaissance dans le cadre du présent marché.
 - à faire prendre et respecter les mêmes engagements de confidentialité vis à vis de son personnel.
- concernant la protection des données à caractère personnel :
 - à respecter les dispositions du RGPD ainsi que l'annexe 2 sur la protection des données personnelles, notamment dans le cas où il serait amené à transférer hors du territoire français et européen les données à caractère personnel dont il aurait eu connaissance dans le cadre du présent marché.
- concernant la sécurité des systèmes d'information :
 - à prendre les mesures nécessaires et adéquates pour assurer la sécurité des informations, des documents et des outils informatiques dont il disposera dans le cadre de l'exécution du marché, et ceci afin d'empêcher tout accès, utilisation ou altération frauduleuse des systèmes d'information.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne prendre aucune copie des supports, ne pas utiliser les documents à des fins autres que celles spécifiées dans le marché, ne pas utiliser ou diffuser, sans autorisation préalable écrite de l'EPML, aucune partie ou totalité d'un programme, d'un fichier et/ou d'une donnée détenu(s) par l'EPML ou installé(s) sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration, d'un matériel ou d'une pièce détachée détenu(s) par l'EPML, et/ou aucune documentation détenue par l'EPML, à prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle pour assurer la conservation des supports tout au long de la durée du présent marché.

Le titulaire se porte fort du respect par ses salariés et sous-traitants du principe de confidentialité des données précitées, Indépendamment de l'éventuel engagement de sa responsabilité pénale, il assume donc à ce titre, à l'égard de l'EPML, toutes conséquences de droit, en cas de divulgation des informations confidentielles par ses salariés, ses sous-traitants et leurs salariés.

7.2. Obligations de l'EPML

Le pouvoir adjudicateur s'engage pour sa part :

- à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire que celui-ci aurait désigné comme tel dans le cadre de l'exécution du marché,
- à faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.

7.3. Vérification du respect des engagements

Le pouvoir adjudicateur, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect par le titulaire, des engagements mis à sa charge en termes de confidentialité et de sécurité.

Le titulaire prendra les mesures nécessaires pour mettre à disposition du pouvoir adjudicateur, le cas échéant, les éléments permettant de prouver qu'il a respecté ses engagements.

7.4. Recours à la sous-traitance

Si pour l'exécution du présent marché, le titulaire a recours à des sous-traitants, ceux-ci doivent présenter des garanties équivalentes pour assurer le respect des règles de confidentialité et de sécurité sus-énoncées.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à faire souscrire à ses sous-traitants et à leur faire respecter les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.

7.5. Exceptions à la protection

Par exception à ce qui précède, le titulaire ne sera pas tenu responsable de la divulgation et de l'utilisation des informations et des documents échangés dans le cadre du présent marché, si ceux-ci :

- tombent ou sont tombées dans le domaine public, étaient légitimement connus du titulaire avant que le pouvoir adjudicateur ne les lui communique, tel que cela est attesté par les archives dudit titulaire et que ce dernier puisse le prouver,
- sont élaborés de façon indépendante et licite par ce dernier en dehors du cadre de ce marché,
- ont été reçus d'un tiers de manière licite sans violation du présent marché.

7.6. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2.1 du CCAG-TIC, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En complément des dispositions de l'article 5.2 du CCAG-TIC, le titulaire du présent marché s'engage à effectuer pour le compte du musée du Louvre, agissant en tant que Responsable de Traitement, des opérations de Traitement de ses Données Personnelles, dans les conditions définies en annexe n°2 au présent contrat.

Aussi, dans le cadre de l'exécution du présent marché, des opérations de traitement de données à caractère personnel sont mises en œuvre par le titulaire pour le compte du Musée du Louvre.

Par ailleurs, des données à caractère personnel peuvent également être demandées au titulaire par le musée du Louvre pour les besoins de l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au musée du Louvre, 75058 Paris Cedex 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du musée du Louvre. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du marché.

Les personnels du titulaire affectés à l'exécution des prestations bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui les concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements qu'ils peuvent exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris Cedex 01, en précisant leurs coordonnées et en justifiant de leur identité par tout moyen.

Ils ont également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

ARTICLE 8 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

8.1. Durée du marché

Conformément à l'article R.2182-4 du Code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification **pour une durée initiale de douze (12) mois.**

Il est **reconductible trois (3) fois** par décision tacite du représentant du pouvoir adjudicateur par période de douze (12) mois, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit (48) mois.

En cas de non reconduction, la décision est notifiée au titulaire au moins trois (3) mois avant la date anniversaire de la notification du marché. La décision de non-reconduction n'a pas à être motivée.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement.

Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours, quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction.

8.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Prestations	Exécution des prestations ¹		Validation par l'EPML
	Délais souhaités d'exécution des prestations	Délais maximum d'exécution des prestations	Modalités – Délais maximum ²
C01 - Installation de la solution de dons et de paiement en ligne	Mise en ordre de marche : 6 semaines	Mise en ordre de marche : 8 semaines ³	Vérification d'aptitude de la phase de recette (VAr) telle que définie à l'article 2.3.1.3 du CCTP : 8 semaines <i>Corrections suite à une décision d'ajournement de la vérification d'aptitude : 2 semaines (par dérogation à l'article 34.2 du CCAG-TIC).</i>
C02 - Mise en place d'une interface avec l'outil Opus de Donatis			Vérification d'aptitude de la phase de passage en production (VAp) telle que définie à l'article 2.3.1.4 du CCTP : 3 semaines ⁴ <i>Corrections suite à une décision d'ajournement de la vérification d'aptitude : 2 semaines (par dérogation à l'article 34.2 du CCAG/TIC).</i> Vérification de service régulier (VSR) : 8 semaines à compter de la date de notification des commandes des prestations C04, C05 et C06 qui interviendra après VA positive des prestations C01 et C02. <i>Corrections pendant la période de vérification de service régulier : selon les délais d'intervention et de résolution indiqués au CCTP pour la maintenance corrective.</i>

¹ Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la notification du bon de commande correspondant.

² Les délais de vérification sont des délais maximum. Ils permettent de prendre en compte les périodes de vacances d'été. L'EPML se réserve la possibilité de prendre une décision et la notifier au titulaire avant la fin du délai maximum.

³ Les prestations C01 et C02 devront être menées conjointement par le titulaire.

⁴ La vérification d'aptitude définitive des prestations d'installation ne pourra être prononcée qu'après la bonne fin de la phase de passage en production, à savoir après le prononcé de la VA positive de ladite phase de passage en production (article 2.3.1.4. CCTP).

C03 - Formation des utilisateurs initiaux	2 semaines	4 semaines (<i>la formation devra intervenir avant le début de la phase de recette prévue à l'article 2.3.1.3 du CCTP</i>)	Admission : 3 semaines à compter de la réalisation de la prestation (<i>et remise le cas échéant de l'ensemble des livrables associés</i>)
C04 – Mise disposition de la solution de dons en ligne pendant 12 mois	/	Délais indiqués lors de la commande	Constat de service fait : 1 mois après la fin de l'ensemble des prestations, objet du bon de commande. Les acomptes trimestriels n'ont pas le caractère de paiements non susceptibles d'être remis en cause. La demande de paiement trimestrielle devra être accompagnée d'un relevé des indisponibilités pour la solution de dons en ligne et pour la solution de paiement en ligne pendant le trimestre.
C04 bis - Accès à une plateforme Peer-to-Peer			
C05 – Mise disposition du certificat SSL pendant 12 mois			
C06 – Mise à disposition de la solution monétique sécurisée pendant 12 mois			
C07 - Coût par transaction pour l'usage de la plate- forme de paiement	/	/	Constat de service fait : 1 mois à réception de la demande de paiement trimestrielle accompagnée du relevé des transactions.
C08 - Requête certifiée pour la Cour des comptes	/	/	Constat de service fait : 1 mois à réception de la demande.
C09 – Formation de nouveaux utilisateurs	2 semaines	4 semaines	Admission : 3 semaines à compter de la réalisation de la prestation (<i>et remise le cas échéant de l'ensemble des livrables associés</i>)
C10 – Modification de la charte graphique	3 semaines	4 semaines	Admission : 5 semaines à compter de la réalisation de la prestation (<i>et remise le cas échéant de l'ensemble des livrables associés</i>)
C11 – Mise en place d'un nouveau formulaire	Mise en ordre de marche : 15 jours	Mise en ordre de marche : 4 semaines	Vérification d'aptitude (VA) : 6 semaines <i>Corrections suite à une décision d'ajournement de la vérification d'aptitude : 2 semaines</i> Vérification de service régulier (VSR) : 6 semaines <i>Corrections pendant la période de vérification de service régulier : selon les délais d'intervention et de résolution indiqués au CCTP pour la maintenance corrective.</i>
C12 – Modification de l'interface avec Opus	Mise en ordre de marche : selon le délai exprimé par le titulaire dans sa réponse comme	Mise en ordre de marche :	Vérification d'aptitude (VA) : 6 semaines <i>Corrections suite à une décision d'ajournement de la vérification d'aptitude : 2 semaines</i> Vérification de service régulier (VSR) : 6 semaines

	indiqué à l'article 2.4.4 du CCTP.	4 semaines	<i>Corrections pendant la période de vérification de service régulier : selon les délais d'intervention et de résolution indiqués au CCTP pour la maintenance corrective.</i>
C13 – Mise en place d'une version linguistique complémentaire	Selon le délai exprimé par le titulaire dans sa réponse comme indiqué à l'article 2.4.5 du CCTP	4 semaines	Admission : 6 semaines à compter de la réalisation de la prestation (et remise le cas échéant de l'ensemble des livrables associés)
C14 – Réversibilité	1 semaine pour la remise de l'export	1 semaine pour la remise de l'export 2 mois pour l'assistance en biseau	Admission : 6 semaines compter de la réalisation de la prestation et remise de l'ensemble des livrables associés définis au CCTP.

Les délais sont comptés en jours ouvrables, à l'exception de certains délais de maintenance corrective prévus au CCTP, qui sont exprimés en jours ouvrés pour les anomalies majeures et non bloquantes.

Les différentes prestations (ou phases de déploiement) débutent à réception du bon de commande correspondant. Ce dernier, émis au fur et à mesure des besoins, précisera également le calendrier d'exécution et le montant conformément aux prix figurant dans le BPU.

Le planning d'exécution des prestations C01 et C02 telles que définies au CCTP pourra être réaménagé lors de la phase de conception telle que définie à l'article 2.3.1.1 du CCTP, mais ne devront pas dépasser les délais maxima indiqués ci-dessus.

Pour les autres commandes, les délais d'exécution figureront sur les bons de commande conformément aux modalités prévues dans le CCTP. Les adaptations éventuelles se feront sous le contrôle et avec l'accord du responsable de l'EPML et ne pourront donner lieu à une modification des prix du marché.

L'exécution des prestations étant subordonnée à l'émission d'un bon de commande par le pouvoir adjudicateur, le tableau ci-dessus n'engage en rien le pouvoir adjudicateur sur le volume des prestations commandées lors de l'exécution future du marché. En effet, les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans montant minimum et avec montant maximum en valeur au sens des dispositions des articles R.2162-1 et s. du code de la commande publique, notamment l'article R.2162-2 deuxième alinéa.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

ARTICLE 9 - LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations auront lieu principalement sur le(s) site(s) du titulaire. Si le titulaire du marché modifie l'implantation de son/ses site(s), ajoute de nouveaux sites ou en supprime, il est tenu d'en informer expressément le musée du Louvre.

Tout changement intervenir tout en assurant la continuité du service rendu. En aucun cas, le changement de lieu d'exécution ne pourra entraîner une modification des conditions d'exécution du présent marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

ARTICLE 10 – MODALITES D'EXÉCUTION

10.1. Caractéristiques principales des prestations

La description des prestations est définie au CCTP.

10.2. Amélioration continue

Le titulaire s'engage à proposer durant toute l'exécution des prestations des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

ARTICLE 11 - PÉNALITES

Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Le titulaire s'engage à fournir un niveau de qualité de service et de disponibilité conforme aux exigences indiquées dans le présent contrat et au CCTP.

11.1. Pénalités pour retard dans l'exécution du marché

11.1.1. Pénalité relative au retard d'intervention du support technique

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, dans le cas où pendant le trimestre d'abonnement, le délai de réactivité du support technique prévu à l'article 2.3.4.2.1. du CCTP aurait été dépassé ou dans le cas où le support technique aurait répondu à une autre demande du musée dans un délai supérieur à un (1) jour ouvré, la pénalité suivante sera appliquée dans la limite de 25% du montant de l'abonnement trimestriel :

$$P = V * 2\%$$

Dans laquelle : P = montant HT des pénalités

V = valeur HT de l'abonnement trimestriel telle que précisé dans le BPU.

11.1.2. Autre retard dans l'exécution du marché

Les dispositions des articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-TIC sont applicables.

11.2. Pénalités relatives à la gestion du personnel

En cas de retard dans la désignation du chef de projet, interlocuteur unique de l'EPML (remplaçant ou autres) et/ou dans la communication de sa qualité et de ses justificatifs de compétence, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 75 euros par jour ouvré de retard.

11.3. Pénalités pour indisponibilité de la plateforme

11.3.1 Lors de l'envoi de sa facture trimestrielle comme indiqué au contrat, le titulaire fournira au musée du Louvre la durée mensuelle d'indisponibilité de sa solution pendant le trimestre écoulé.

11.3.2 La solution de dons en ligne est tenue pour indisponible lorsque l'usage normal en est rendu impossible.

Par dérogation à l'article 14.2 CCAG-TIC, en cas d'indisponibilité de la solution supérieure à une (1) heure par mois, la pénalité suivante sera appliquée dans la limite de 25% du montant de l'abonnement trimestriel :

$$P = V * R * 5\%$$

Dans laquelle : P = montant HT des pénalités

R = nombre d'heures d'indisponibilité supplémentaire (tout heure commencée étant due)

V = valeur HT de l'abonnement trimestriel telle que précisée dans le BPU.

Cette pénalité pourra être appliquée dès la mise en production de la solution, y compris en période de vérification de service régulier.

11.4. Pénalités relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, il le met en demeure de cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut imposer des pénalités, ou résilier le marché, sans indemnité, le cas échéant, au frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités est, à ce titre, au plus égal à 10,00 % des montants réellement commandés sur le présent marché, sur la base des bons de commande réellement exécutés, et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

12.1. Opérations de vérification

L'admission (ou réception) des prestations, objet du présent marché, est prononcée après vérifications, dans les conditions définies au présent article.

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre au musée du Louvre de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché et des bons de commande.

Les opérations de vérification portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées. Conformément à l'article 30.3 du CCAG-TIC, l'absence du titulaire aux opérations de vérification ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

D'autre part, par dérogation audit article, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications simples (approbation des livrables ou constat de service fait).

Le pouvoir adjudicateur délègue l'exécution des opérations de vérification à la personne chargée de la conduite des prestations.

Pour chacune des prestations, objet du présent marché, des livrables associés peuvent être décrits dans le CCTP, éventuellement complétés par le(s) bon(s) de commande.

La constatation de l'exécution des prestations (opérations de vérification, décisions après vérification...) est effectuée conformément aux articles 30 à 34 du CCAG-TIC pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Par dérogation aux articles 30 à 34 du CCAG-TIC :

Les opérations de vérification permettent de valider le déroulement conforme des prestations et sont susceptibles d'occasionner cinq types de constats avant réception des prestations dans les conditions définies à l'article 12.1 du présent contrat :

- la mise en ordre de marche (MOM),
- la vérification d'aptitude (VA),
- la vérification de service régulier (VSR),
- l'approbation des livrables,
- le constat de service fait.

> Se référer à l'article 8 pour les prestations concernées par les types de constats.

12.1.1. Mise en ordre de marche opérationnelle (MOM)

> Se référer à l'article 8 pour les prestations concernées par une mise en ordre de marche opérationnelle.

A l'issue de la réalisation de chaque prestation concernée définie à l'article 8 du contrat et avant la fin du délai d'exécution des prestations, le titulaire adresse une mise en ordre de marche au représentant du pouvoir adjudicateur.

La mise en ordre de marche intervient obligatoirement lorsque le titulaire a remis l'ensemble des fournitures et prestations de chaque sous phase technique de déploiement concernée (ou bon de commande concerné).

Dès qu'il estime avoir exécuté l'ensemble des fournitures et prestations conformément au CCTP, le titulaire adresse par écrit à l'EPML un procès-verbal de mise en ordre de marche (MOM), conformément à l'article 29 du CCAG-TIC, qui ouvre le début de la période impartie à la vérification d'aptitude.

12.1.2. Vérifications d'aptitude (VA) et de service régulier (VSR)

12.1.2.1 - Vérification d'aptitude (VA)

Les opérations de vérification d'aptitude sont opérées dans les conditions définies au CCAG-TIC.

Toutefois, par dérogation aux articles 32.3 et 33.2.1 du CCAG-TIC, lesdites opérations de vérification d'aptitude sont effectuées par le pouvoir adjudicateur dans les délais indiqués à l'article 8 du contrat.

Ces opérations ont pour but de constater que les fournitures/prestations livrées (et notamment la solution livrée) présentent les caractéristiques techniques et fonctionnelles définies au CCTP et précisées dans la documentation technique et commerciale du titulaire, qui les rendent aptes à remplir les fonctions demandées par l'EPML.

Il est à noter que, en complément des dispositions des articles 32.3 et 33.2.1 du CCAG-TIC, s'agissant des opérations de vérification des prestations initiales C01 et C02 de mise en œuvre de la solution de dons en ligne et de l'interface avec Opus, la vérification d'aptitude (VA) se fera en deux étapes :

- une VA pour la phase recette telle que définie à l'article 2.3.1.3 du CCTP. La VA positive de la phase de recette conditionne le passage sur le serveur de production. Un calendrier de passage en production sera dès lors défini entre les parties ;
- une VA pour la phase de passage en production telle que définie à l'article 2.3.1.4 du CCTP.

12.1.2.2 - Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour but de constater que les fournitures/prestations fournies (et notamment la solution fournie) sont capables d'assurer un service régulier dans des conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées dans les documents contractuels.

Les opérations de vérification de service régulier sont opérées dans les conditions définies au CCAG-TIC (notamment aux articles 32.4 et 33.2.2).

Par dérogation aux articles aux articles 32.4 et 33.2.2 du CCAG-TIC, pour les prestations C01 et C02, la régularité du service s'observe pendant le délai indiqué à l'article 8 du contrat après prononcé de la décision positive de VA de passage en production et à compter de la notification du bon de commande relatif au maintien en condition opérationnelle de la solution (prestations C04, C05 et C06). Pour les prestations C11 et C12, la régularité du service s'observe pendant le délai indiqué à l'article 8 du contrat à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur.

En complément de l'article 32.4 du CCAG-TIC, la vérification de service régulier sera prononcée et notifiée au titulaire, si :

- aucun incident majeur n'est dûment constaté durant cette période,
- par dérogation à l'article 32.4 du CCAG TIC, la durée d'indisponibilité de la solution ne dépasse pas une (1) heure par mois,
- et les performances sont satisfaisantes au regard des besoins exprimés dans le CCTP.

Le système doit satisfaire aux clauses du CCTP et doit être performant.

Si les conditions cumulatives de vérification de service régulier indiquées ci-dessus ne sont pas remplies, le résultat de la vérification de service régulier est négatif.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, le pouvoir adjudicateur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire selon les modalités précisées à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC.

En complément de l'article 33.2.2 du CCAG-TIC, en cas de deux résultats négatifs à l'issue de la vérification de service régulier, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire selon les conditions définies à l'article 50 du CCAG-TIC.

12.1.3. Approbation (admission) des livrables

La liste des prestations concernées par l'approbation (admission) des livrables est précisée l'article 8 du présent contrat.

Au cours de l'exécution des prestations, des livrables seront remis à l'EPML dans les conditions définies au présent marché.

Le titulaire avise par écrit le chef de projet désigné par le pouvoir adjudicateur de la date de présentation des livrables. Un délai minimum de 48 heures entre la date de réception de l'avis et la présentation effective de la prestation doit être respecté.

Par dérogation aux articles 23 à 28 du CCAG-TIC, à compter de la remise des livrables par le titulaire, le pouvoir adjudicateur dispose des délais indiqués à l'article 8 du présent contrat pour chaque prestation, pour prendre une décision d'admission (réception), d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Dans tous les cas, sans observations formulées par le pouvoir adjudicateur à l'issue du délai indiqué ci-dessus, l'admission du livrable est acquise de plein droit.

En revanche, si le pouvoir adjudicateur formule une décision d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire dispose de 7 jours calendaires à compter de la date de réception pour livrer un nouveau livrable conforme. Le pouvoir adjudicateur dispose alors à nouveau du délai d'approbation pour formuler ses observations et prononcer l'admission du livrable. Sans observations formulées par le pouvoir adjudicateur à l'issue de ce délai, l'admission du livrable est réputée acquise. A l'issue de ces opérations, l'EPML prend une décision d'admission (réception), d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

12.1.4. Constat de service fait

La liste des prestations concernées par le constat de service fait est précisée l'article 8 du présent contrat.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'EPML de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en oeuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Le musée du Louvre procède à la validation simple des prestations (et le cas échéant, des livrables remis dans le cadre de la prestation) dans les délais indiqués à l'article 8 du contrat pour attester le service fait. Si le service fait ne peut être constaté, le paiement est suspendu. Le titulaire en est avisé par écrit.

S'agissant des prestations de maintenance corrective relatives aux prestations C04 et C06, le musée du Louvre procède au contrôle des corrections dans les délais indiqués pour chaque anomalie. Le titulaire ayant une obligation de résultat sur la maintenance corrective, des pénalités pourront être appliquées au titulaire en cas de non résolution dans les délais.

12.2. Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur arrête sa décision selon les modalités précisées à l'article 28 du CCAG/TIC, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies au présent marché (notamment à l'article 8 du contrat et au CCTP s'agissant des délais).

Toute décision de réfaction ou de rejet peut être précédée, à l'initiative du musée du Louvre, d'une audition du titulaire en vue de permettre à ce dernier de présenter ses explications.

ARTICLE 13 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / PROPRIÉTÉ DES DONNÉES

Le présent article déroge à l'article 46 du CCAG-TIC. Le régime des droits de propriété intellectuelle des résultats est régi par les dispositions qui suivent.

Le titulaire cède, à titre exclusif, à l'EPML, les droits de propriété intellectuelle attachés à l'ensemble des livrables réalisés par lui (ou mises à jour/adaptations de documents) dans le cadre du présent marché, et en particulier le Site internet lui-même.

13.1. Cession de droits – Etendue et durée de la cession des droits

13.1.1. Droits cédés

Le titulaire cède à titre exclusif au musée du Louvre l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats du présent marché (au sens de l'article 43 du CCAG-TIC), qu'il s'agisse d'étapes intermédiaires ou de documents définitifs, ainsi que les fichiers de toute nature, notamment informatiques, provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation, permettant au musée du Louvre de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales.

Les droits cédés comprennent le droit de reproduire, de représenter, de modifier et d'adapter tout ou partie des livrables et de leurs éventuelles traductions, ensemble ou séparément, en tous formats et par tous procédés, y compris dans le cadre d'œuvres composites, d'œuvres de collaboration ou d'œuvres collectives.

La cession de droits est effective au fur et à mesure de la réalisation des prestations dans le cadre de l'exécution du présent marché sans qu'une quelconque validation préalable ne soit nécessaire au titre des opérations de vérification des prestations.

La présente cession comporte ainsi pour le musée du Louvre le droit d'exploiter directement ou de céder les droits suivants :

- a) **Le droit de reproduction**, qui s'entend comme :
 - le droit de reproduire ou de faire reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, en tous formats et sur tous supports notamment papiers, magnétiques, analogiques, numériques, informatiques, télématiques ou électroniques, disques optiques, serveurs, ainsi que sur les espaces de stockage de réseaux numériques notamment Internet et Intranet ou tout autre support, connus ou inconnus à ce jour ;
 - ainsi que le droit de mettre ou de faire mettre en circulation les originaux, doubles ou copies des résultats pour toute mise à disposition et communication au public par enregistrement, numérisation ou tout autre procédé analogue, existant ou à venir.
- b) **Le droit de représentation**, qui s'entend comme le droit de communiquer au public tout ou partie des résultats, par tous moyens, tous formats, modes et procédés de communication connus ou inconnus à ce jour, et notamment :
 - exposition publique, représentation publique, projection de diapositives, film, microfilm, bande magnétique, vidéographique, cinéma ;
 - télédiffusion hertzienne terrestre, câble et/ou satellite, télévision numérique ;
 - tous réseaux informatiques, télématiques et de télécommunications, notamment en vue de l'exploitation sur réseau en ligne tel qu'Internet, Intranet, réseaux sociaux, par système dit « WAP » ou tout autre système destiné aux téléphones mobiles et assistants personnels, et/ou flux de syndication de contenus tel que le RSS, ou réseaux informatiques, télématiques et de télécommunications hors ligne, terminaux d'accès à l'Internet mobile.
- c) **Le droit de modification et le droit d'adaptation**, qui s'entendent, conformément à l'article L.122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle, comme la possibilité de modifier ou d'intégrer, tout ou partie des livrables au sein d'autres œuvres, et notamment sous la forme d'éléments d'une œuvre collective ou d'une œuvre composite et, en particulier, d'une œuvre multimédia.

La cession comprend également le droit de traduire ou faire traduire les résultats en toutes langues et en tous pays, tout ou partie des prestations et de leurs adaptations visées ci-dessus.

Dans les cas d'adaptation et/ou de traduction, le musée du Louvre en informe préalablement le titulaire.

13.1.2. Etendue et durée de la cession des droits

La cession des droits visés à l'article 13.1.1. ci-avant est accordée pour le monde entier, pour la durée légale de protection des droits d'auteur telle que définie par le code de la propriété intellectuelle, les conventions internationales, ainsi que toute prolongation de cette durée.

Le musée du Louvre se réserve la possibilité de placer les résultats sous licence « Open Database License », pour la réutilisation à titre gratuit de leurs informations publiques, qu'il s'agisse de données ou de code source d'un logiciel (article D.323-2-1 du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA)).

13.2 Exploitations

Les exploitations institutionnelles des résultats comprennent notamment :

- la mise en ligne par le musée du Louvre, à titre gracieux, des résultats ;
- l'utilisation pour les besoins de la campagne *Tous mécènes !* ;
- la publication sur tous supports aux fins d'information du public ;
- l'insertion au sein d'œuvres multimédia destinées aux dispositifs multimédias et terminaux mobiles, tels que notamment les audioguides, les smartphones et les bornes multimédia utilisées dans l'enceinte du musée du Louvre et/ou de ses Partenaires, qu'ils soient distribués à titre gratuit ou payant ;
- la mise en ligne à titre gratuit sur les sites contributifs et réseaux sociaux du musée du Louvre et de ses Partenaires ;
- la mise en ligne sur le réseau intranet du musée du Louvre et/ou de ses Partenaires ;
- la communication institutionnelle interne ou externe du musée du Louvre et de ses Partenaires, et notamment dossiers de presse, communiqués de presse télédiffusés, films promotionnels, ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par le musée du Louvre et/ou par ses Partenaires ;
- l'utilisation dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers se tenant au sein du musée du Louvre et/ou de ses Partenaires et/ou dans tout autre lieu réunissant du public ;
- l'archivage.

13.3. Propriété matérielle des résultats

Le titulaire cède au musée du Louvre la pleine et entière propriété matérielle des supports créés ou utilisés en exécution du présent marché et transmis au musée du Louvre et notamment, sans que cette liste soit exhaustive : les dossiers d'études, les esquisses, les documents techniques d'exécution ou documents préparatoires, les prototypes, maquettes, illustrations, recherches graphiques et typographiques ou iconographiques, logos, schémas, affiches, traductions, documents iconographiques, enregistrement sonores, vidéogrammes, photographies, dessins, illustrations, modèles en deux ou trois dimensions, documents et fichiers de toute nature, et notamment informatiques.

13.4. Cession à des tiers

Le musée du Louvre est habilité à accorder, à titre gratuit ou onéreux et à sa discrétion, par voie de cession, toute autorisation de reproduction, de représentation, de publication et d'exploitation des prestations réalisées par le titulaire dans toute l'étendue des droits qui lui sont conférés par le présent marché.

13.5. Exploitations par le titulaire

Le titulaire du marché s'engage à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Par exception au caractère exclusif de la cession des droits susvisée, le titulaire pourra, avec l'accord préalable et exprès du musée du Louvre, représenter, reproduire ou autoriser la représentation ou la reproduction des différents éléments des prestations pour son usage personnel et/ou professionnel dans le cadre exclusif de la promotion de son activité (portfolios), à condition que ces exploitations ne soient pas de nature à faire directement concurrence au musée du Louvre et/ou à ses ayants droit.

13.6. Garantie

Le titulaire garantit expressément au musée du Louvre la jouissance exclusive, pleine, entière et libre de toute servitude des droits ainsi cédés contre tous troubles, revendications, ou éviction quelconque émanant d'un tiers quel qu'il soit.

En outre, le titulaire déclare et garantit :

- qu'il est libre d'accepter et d'exécuter les présentes et que, ce faisant, il ne viole ni ne préjudicie au quelconque droit d'un tiers ;
- qu'il est dûment habilité à signer, au nom et pour le compte de chacun des auteurs des différents résultats, les présentes et à les engager valablement, et qu'il a ainsi notamment plein pouvoir et qualité pour accorder les droits cédés ;
- qu'il n'a fait et ne fera aucun acte susceptible de compromettre la présente cession ou d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par le musée du Louvre des droits qui lui sont consentis au titre des présentes.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, de résiliation du marché, qu'il y ait ou non faute du titulaire, la restitution des supports appartenant au musée du Louvre et la transmission des copies électroniques d'exécution a lieu au plus tard à la date d'effet de la résiliation.

Dans l'hypothèse où le musée du Louvre serait saisi de revendications de tiers, ou serait victime d'un trouble dans la jouissance des prestations objet du présent marché, relatif à la propriété intellectuelle ou industrielle, le titulaire – sans préjudice des sanctions encourues – doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance peuvent être les suivantes, au choix du titulaire :

- modifier ou remplacer immédiatement les éléments en litiges de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications techniques du marché et à ses délais d'exécution,
- faire en sorte que le musée du Louvre puisse utiliser les éléments en litiges sans délai, sans limitation et sans autres paiements que ceux prévus au marché.

13.7. Prix

La présente cession de droits est comprise dans les prix du marché.

13.8 Droit moral

Le musée du Louvre s'engage à mentionner le titulaire dans les mentions qui accompagneront les Résultats.

13.9. Dispositions générales

Le titulaire ne peut opposer ses droits de propriété intellectuelle pour l'exploitation des résultats par le musée du Louvre telles que prévues ci-avant.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le musée du Louvre reste cessionnaire de l'ensemble des droits afférents aux résultats déjà livrés.

13.10. Contenus fournis par le musée du Louvre

Il est précisé que les droits de propriété intellectuelle afférents aux contenus et ressources éventuellement fournis par le musée du Louvre pour les besoins de la réalisation des prestations par le titulaire, ne font l'objet d'aucune cession au bénéfice du titulaire.

ARTICLE 14 – GARANTIE

Les prestations de paramétrage et d'interfaçage sont garanties dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG-TIC.

ARTICLE 15 – CONTENU ET VARIATION DES PRIX

15.1. Nature des prix

Le présent marché est conclu à prix unitaires. Les prestations seront effectuées sur bons de commande. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins. Les prix unitaires sont reportés sur le bordereau de prix annexé au contrat.

Une éventuelle modification de la législation fiscale donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle annexe financière au contrat visée par le titulaire et substituée à la précédente par une note d'information, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le montant des commandes correspondra à la valeur obtenue par application des prix unitaires aux quantités de prestations commandées et réellement exécutées.

15.2. Contenu des prix

Les prix du marché comprennent les charges énumérées à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC. Il est par ailleurs précisé que les prix du marché comprennent tous les frais, et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Les prestations, objet du présent marché, sont des produits ou services courants. Le titulaire certifie que les prix stipulés en annexe 1 au contrat n'excèdent pas ceux de son barème applicable à l'ensemble de sa clientèle.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

15.3. Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute extension des prestations du marché, restant dans le cadre de son objet général, strictement nécessaire à la réalisation du présent marché et pour lesquelles ledit marché n'a pas prévu de prix, peut être commandée par la personne chargée de l'exécution du marché, que cette extension concerne leur objet ou leur consistance (établissement de sous-détails de prix unitaires, ...).

La personne assurant la conduite du marché adresse au titulaire une demande de devis par tout moyen permettant d'attester la date de réception. Dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande, le titulaire envoie son devis à la personne assurant la conduite du marché. Le titulaire certifie toutefois que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité. Ces prix sont obligatoirement assortis d'un sous-détail et sont provisoires à ce stade.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ces nouveaux prix seront intégrés au bordereau des prix unitaires, sans donner lieu à la passation d'un avenant. Ce bordereau supplémentaire de prix unitaires sera signé des deux parties.

Ces prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix, dit « Mo ». Ils seront révisés, le cas échéant, dans les conditions définies au présent marché.

15.4. Variation des prix

Les prix unitaires du marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de signature de l'offre par le titulaire, dit mois d'établissement des prix « Mo ».

Ces prix demeurent inchangés durant l'intégralité de la première période d'exécution du marché.

Par la suite, ces prix sont révisables à chaque reconduction du marché, dit mois de révision des prix « Mr ». Les prix réputés pratiqués pourront donc être révisés à la hausse ou à la baisse en cas de reconduction.

Les prix du marché sont révisables par application de la formule suivante :

$$Pr = Po [0,30 + 0,70 (Sr / So)]$$

Dans laquelle :

- ▶ S = SYNTEC est l'indice du coût de la main d'oeuvre, essentiellement de nature intellectuelle, publié par la fédération Syntec (SYN - Syntec).

L'indice est publié sur le site <http://www.syntec.fr/>

Les valeurs de l'indice ci-dessus sont également disponibles dans les bases de données de : <http://www.lemoniteur.fr/>

- ▶ L'indice « o » désigne la valeur de l'indice concerné au mois d'établissement des prix (Mo).
- ▶ L'indice « r » désigne la dernière valeur de l'indice connue au mois Mr.
- ▶ Po et Pr désignent respectivement les prix en vigueur au mois « o » et au mois « r ».

Si l'indice de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Le titulaire effectue le calcul en mentionnant les mois et années de référence, la valeur de l'indice correspondant, et en détaillant les calculs intermédiaires.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- Par défaut lorsque la 4^{ème} décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- Par excès lorsque la 4^{ème} décimale est comprise entre 5 et 9.

Le titulaire s'assure, par échange de mail, avec le service en charge de la réception des factures, de la bonne mise en œuvre des modalités contractuelles de l'élaboration du calcul.

En cas de modifications techniques entraînant l'insertion de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires, ces prix nouveaux seront établis en date de valeur Mo, sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'offre et seront révisés par application de la formule indiquée ci-dessus.

Par dérogation aux articles 10.2.1 et 10.2.2 du CCAG-TIC, les prix à prendre en compte pour les bons de commande sont ceux à la date d'émission du bon de commande.

Le titulaire effectue le calcul dont il soumet le détail, pour validation, auprès de la personne chargée de la conduite du marché.

Musée du Louvre
Direction des Relations Extérieures et de la Communication
Sous-direction du pilotage administratif et des concessions
75058 Paris Cedex 01

ARTICLE 16 – BONS DE COMMANDE

16.1. Emission des bons de commande

Les bons de commande, datés et signés par une personne ayant reçu délégation à cette fin, sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au Titulaire avant tout début d'exécution. Aussi, ils sont transmis au titulaire par tout moyen permettant de leur donner date certaine.

Conformément à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Toutefois, conformément à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne peut retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution des marchés se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques. En tout état de cause, les prestations ayant donné lieu à un bon de commande passé avant la fin du marché pourront s'exécuter au plus tard 6 mois après la date d'échéance du marché, compte tenu du temps nécessaire à la prise en charge, la réalisation, les vérifications et la mise en œuvre des commandes.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans le délai fixé à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, sous peine de forclusion. Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

L'autorité habilitée à signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur ou la(les) personne(s) désignée(s) à cet effet.

16.2. Contenu des bons de commande

Les bons de commande comportent au minimum les indications suivantes :

- Un numéro du bon de commande à rappeler sur la demande de paiement et le cas échéant sur le bon de livraison ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le numéro d'enregistrement du marché qui figure sur l'acte d'engagement ;
- La raison sociale et l'adresse du Titulaire ;
- La nature et la description des fournitures à livrer ou prestations à exécuter ;
- Le code, le nombre, le libellé et le niveau de complexité des unités d'oeuvre ; les références de la proposition forfaitaire du Titulaire et du cahier des charges ;
- Les prix (HT, TTC et TVA) des fournitures à livrer ou prestations à exécuter ;
- Les précisions éventuelles concernant les conditions d'exécution ;
- La date de début d'exécution (à défaut de mention, la date de début d'exécution est la date de notification du bon de commande), le délai de livraison ou d'exécution (et/ou la (les) date(s) ou période de réalisation des prestations) ;
- Les montants totaux HT et TTC de la commande, ainsi que le taux de TVA.

16.3. Annulation d'une commande

Après émission du bon de commande, l'EPML conserve la faculté d'annuler celui-ci. A cette occasion, l'EPML prend à sa charge les frais de prestations que le Titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et dans la mesure où le Titulaire produit les justificatifs afférents adéquats.

16.4. Modification d'une commande

Lorsque l'EPML désire faire effectuer des modifications du contenu d'une commande, soit à la demande du Titulaire, soit de sa propre initiative, l'EPML demande, avant toute modification, une proposition forfaitaire au Titulaire. Dès que la demande de modification de l'EPML, accompagnée d'un cahier des charges de modification, a été reçue par le Titulaire, ce dernier, dans un délai maximal de 10 jours :

- soit ne fournit pas de proposition forfaitaire car la modification de la commande est minime et ne nécessite pas de modification de son montant ;

- soit fournit la proposition forfaitaire demandée par l'EPML car la modification de la commande entraîne une modification de son montant en moins ou en plus, en conformité avec les prix stipulés au présent marché.

16.4.1. Modification d'une commande sans modification de montant

La modification de la prestation est effectuée dans le cadre d'une ou plusieurs réunions d'information et fait l'objet de la finalisation du cahier des charges de modification et d'un planning modificatif soumis à l'accord de l'EPML et du Titulaire et qui seront annexés au cahier des charges de la commande concernée après signature des deux parties.

16.4.2. Modification d'une commande avec modification de montant

Toute modification de commande entraînant une modification de prix fait l'objet :

- en cas d'augmentation de prix, d'une commande complémentaire ;
- en cas de diminution de prix, de l'envoi d'une lettre d'accord par le service concerné, au Titulaire, faisant référence à la proposition forfaitaire de minoration.

Toute modification de commande entraînant une modification de montant est constatée par un cahier des charges et un planning, modificatifs qui seront annexés au bon de commande modificatif après signature des deux parties.

L'exécution des prestations du Titulaire est conditionnée par l'émission d'un bon de commande modificatif par l'EPML.

16.5. Suspension d'une commande

Après émission du bon de commande, l'EPML se réserve la faculté de suspendre l'exécution de celui-ci pour une durée maximale de 3 mois. A cette occasion, l'EPML prend à sa charge les frais de prestations que le Titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et dans la mesure où le Titulaire produit les justificatifs afférents adéquats et où la suspension est supérieure à une durée de 15 jours.

16.6. Livraison ou exécution d'une commande

Sauf conditions particulières convenues par écrit entre l'EPML et le Titulaire lors de réunions, d'échanges de courriers ou par tout autre moyen, la livraison ou l'exécution d'une commande sera faite selon les stipulations du présent marché, ou à défaut selon les indications portées sur le bon de commande.

Toute exécution d'une commande est faite suivant les indications portées sur le bon de commande.

ARTICLE 17 – REGLEMENT DES COMPTES

17.1. Dispositions générales

Les prestations sont réglées sur présentation d'une demande de paiement à la réception des prestations de chaque bon de commande par le pouvoir adjudicateur et sur la base des quantités réellement exécutées.

Dans tous les cas, pour chacun des bons de commande (ou prestations commandées), l'échéancier de paiement obéit au rythme suivant :

Prestations	Modalités de vérification	Règlement des comptes
C01 - Installation de la solution de don et de paiement en ligne	1 - MOM – mise en ordre de marche	VAR : 20% du coût forfaitaire du bon de commande après décision positive de la phase de recette
C02 - Mise en place d'une interface avec l'outil Opus de Donatis	2 – VAR– vérification d'aptitude de la phase de recette	VAp : 30 % du coût forfaitaire du bon de commande après décision positive de la phase de passage en production de la solution
	3 – VAp - vérification d'aptitude de la phase de passage en production	
	3 – VSR – vérification de service régulier 4 – Réception	

		VSR/Réception : 50 % du coût forfaitaire (pour solde) après réception des prestations
C03 - Formation des utilisateurs initiaux	Admission	Païement à hauteur de 100 % de la valeur du bon de commande correspondant à l'admission ⁵
C04 – Mise à disposition de la solution de don en ligne pendant 12 mois	Sur constat de service fait (avec remise d'un relevé des indisponibilités trimestrielles du trimestre précédent et des livrables le cas échéant)	Païement à terme à échoir ⁶ , sous forme d'acomptes trimestriels, dans la mesure où cette prestation ouvre au pouvoir adjudicateur un droit à prestation de la part du titulaire. La demande de paiement trimestrielle devra être accompagnée d'un relevé des indisponibilités pour la solution de don en ligne et pour la solution de paiement en ligne pendant le trimestre.
C04 bis – Accès à une plateforme Peer-to-Peer		
C05 – Mise à disposition du certificat SSL pendant 12 mois		
C06 – Mise à disposition de la solution sécurisée de don en ligne pendant 12 mois		
C07 - Coût par transaction pour l'usage de la plate-forme de paiement	Sur constat de service fait (avec remise du relevé de transactions trimestriel.)	Païement sur présentation de relevés d'activité trimestriel et sur constat de service fait ⁷
C08 – Requête certifiée pour la cour des comptes	Admission	Païement à hauteur de 100 % de la valeur du bon de commande correspondant à l'admission
C09 – Formation de nouveaux utilisateurs	Admission	Païement à hauteur de 100 % de la valeur du bon de commande correspondant à l'admission
C10 – Modification de la charte graphique	Livraison des livrables Approbation des livrables	Païement à hauteur de 100 % de la valeur du bon de commande correspondant à l'admission
C11 – Mise en place d'un nouveau formulaire	Livraison des livrables Approbation des livrables	Païement à hauteur de 100 % de la valeur du bon de commande correspondant à l'admission
C12 – Modification de l'interface avec Opus	1 - MOM – mise en ordre de marche 2 – VA – vérification d'aptitude 3 – VSR – vérification de service régulier 4 – Réception	VA : 50 % du coût forfaitaire après décision positive de VA VSR/Réception : 50 % du coût forfaitaire (pour solde) après réception des prestations
C13 – Mise en place d'une version linguistique complémentaire	Livraison des livrables Approbation des livrables	Païement à hauteur de 100 % de la valeur du bon de commande correspondant à l'admission
C14 – Réversibilité	Livraison des livrables Approbation des livrables	Païement à hauteur de 100 % de la valeur du bon de commande correspondant à l'admission

Outre les mentions légales, les demandes de paiement mentionnent :

- les références du marché, du bon de commande,
- le nom, l'adresse et le n° du SIRET du titulaire,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure au contrat,
- la date de facturation,

- le descriptif des prestations exécutées,
- le montant H.T. des prestations exécutées,
- le montant H.T. des révisions de prix, le cas échéant ;
- le montant total H.T.,
- les taux et montant de la T.V.A.,
- le montant TTC

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture séparée.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire toute modification des demandes de paiement incluant notamment les réfections et pénalités.

17.2. Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

17.2.1. Dispositions relatives à la cotraitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

17.2.2. Dispositions relatives aux sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

17.2.3. Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute extension des prestations du marché, restant dans le cadre de son objet général, strictement nécessaire à la réalisation du présent marché et pour lesquelles ledit marché n'a pas prévu de prix, peut être commandée par la personne chargée de l'exécution du marché, que cette extension concerne leur objet ou leur consistance (établissement de sous-détails de prix unitaires, ...).

La personne assurant la conduite du marché adresse au titulaire une demande de devis par tout moyen permettant d'attester la date de réception.

Dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande, le titulaire envoie son devis à la personne assurant la conduite du marché. Le titulaire certifie toutefois que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqués à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité. Ces prix sont obligatoirement assortis d'un sous-détail et sont provisoires à ce stade.

À la réception du devis, l'EPML se réserve la possibilité de mettre la prestation en concurrence, dans le cas où le devis proposé par le titulaire comporterait des prix qui ne lui paraîtraient pas satisfaisants.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ces nouveaux prix seront intégrés au bordereau des prix unitaires, sans donner lieu à la passation d'un avenant. Ce bordereau supplémentaire de prix unitaires sera signé des deux parties.

Ces prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix, dit « Mo ». Ils seront révisés, le cas échéant, dans les conditions définies au présent marché.

17.2.4. Envoi des demandes de paiement

Les paiements seront effectués au compte ouvert au nom du titulaire.

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Les factures devront être déposées sur <https://chorus-pro.gouv.fr>. L'utilisation de ce portail est obligatoire pour transmettre vos factures adressées au musée du Louvre.

Lors du dépôt de vos factures, vous devrez obligatoirement renseigner le numéro d'engagement et le code service que vous trouverez sur le bon de commande ou qui vous aura été transmis par votre interlocuteur opérationnel au musée du Louvre.

Nous vous rappelons que les factures qui ne seront pas transmises via le portail CHORUS PRO seront rejetées.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>.

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube : <https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

Le montant du règlement est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

En cas de paiement séparé, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le Titulaire doit en avertir la personne publique dans un délai de 15 jours.

L'Etablissement Public du Musée du Louvre se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions indiquées ci-dessus.

Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au Titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Dépassé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications.

ARTICLE 18 – DELAIS DE PAIEMENT – TVA – INTERETS MORATOIRES

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

L'Etablissement Public du musée du Louvre procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire et désigné soit au contrat, soit à l'acte spécial de sous-traitance.

En cas de groupement d'entreprises demandant des paiements séparés, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le titulaire doit en avertir l'Etablissement Public du musée du Louvre dans un délai de quinze (15) jours.

L'Etablissement Public du musée du Louvre se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions listées au présent contrat.

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la [loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013](#) portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son [décret d'application n° 2013-269 du 29 mars 2013](#) relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Conformément au décret n° 2013-269 susmentionné, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

ARTICLE 19 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

19.1. Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du présent marché.

19.2. Avance

Conformément aux dispositions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique (notamment l'article R.2191-16), le versement d'une avance dans le cadre du présent marché n'est pas obligatoire. Une avance n'est accordée, sauf refus du titulaire indiqué à l'acte d'engagement, que pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Aussi, au regard du montant maximum fixé par période, il n'est donc pas prévu le versement d'avance au titre du présent marché.

ARTICLE 20 – ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE COMPORTANT UN MINIMUM

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande est passé sans montant minimum.

ARTICLE 21 – ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur livraison et leur admission dans les locaux de l'administration. En aucun cas le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants, de ses transporteurs, de ses coursiers ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité, auprès d'une compagnie notoirement solvable et agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances, dont il produira l'attestation et la copie avant toute notification du marché, par dérogation à l'article 9 du CCAG-TIC.

La police d'assurance couvre :

- le recours de tiers contre l'Etablissement public du Musée du Louvre.
- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des prestations (à l'égard des tiers, de

l'Etablissement Public du Musée du Louvre, de tout organisme auprès duquel le titulaire est appelé à intervenir dans le cadre du marché).

Les polices d'assurances souscrites par le titulaire doivent notamment couvrir, sans exclusions de garantie, les dommages causés aux documents de toute nature confiés au titulaire pour l'exécution des prestations prévues au marché, comme des photographies, documents graphiques, partitions, traductions, reproductions, copies de sauvegarde nécessaires à l'exécution du marché.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il a ou aura souscrites.

ARTICLE 22 – RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 8 « Résiliation » du CCAG-TIC (articles 47 à 54), sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 50 du CCAG/TIC, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D.8222-5 ou aux articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- En cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- Dans tous les autres cas prévus au présent document.

Dans ces hypothèses, et en complément des dispositions du CCAG-TIC, la décision ne peut intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations écrites dans un délai minimum de trente (30) jours.

L'EPML peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent contrat ou le CCAG-TIC, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après mise en demeure, lui rappelant les points litigieux et lui demandant de remédier à ses défaillances dans le délai qu'elle fixe et qui ne peut être inférieur à trente (30) jours.

Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'établissement public du musée du Louvre et notifié au titulaire.

Conformément à l'article 54 du CCAG/TIC, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 23 – LANGUE, LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX

Les correspondances, les documentations, les prestations, les livrables, les comptes rendus, ainsi que les demandes de paiement relatives au marché sont rédigées en français (sauf demande expresse contraire de l'EPML). La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 55 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L.2197-3 du Code de la Commande Publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, à défaut de solution amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

ARTICLE 24 – DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 4	Articles 4.1 et 4.2.1
Article 5	Article 3.4.2
Article 8.2	Article 34.2
Article 11.1.1	Article 14
Article 11.3.2	Article 14.2
Article 12.1	Articles 30 à 34
Article 12.1.2.1	Articles 32.3 et 33.2.1
Article 12.1.2.2	Articles 32.4 et 33.2.2
Article 12.1.3	Articles 23 à 28
Article 13	Article 46
Article 15.4	Article 10.2.1, 10.2.2 et 10.2.3
Article 21	Article 9

ARTICLE 25 – NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCE (à compléter, le cas échéant)

Sur demande expresse du titulaire, par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-TIC, il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

Le nom et les coordonnées de la personne chargée de fournir les renseignements au titre de l'article R.2191-55 du Code de la commande publique figurent ci-après au contrat.

Le montant maximal de la créance que le titulaire pourrait céder ou présenter en nantissement est de (*montant total du marché diminué de la sous-traitance envisagée*) :

Titulaire ou mandataire :

Montant en euros H.T.
Montant de la TVA
Montant T.T.C.

2^{ème} contractant :

Montant en euros H.T.
Montant de la TVA
Montant T.T.C.

Conformément à l'article R.2191-55 du Code de la commande publique et aux articles L.313-23 à L.313-34 du Code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de Monsieur l'Agent Comptable de l'Etablissement Public du Musée du Louvre.

ARTICLE 26 – PAIEMENT *(à compléter)*

Article 26.1. Compte à créditer

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des bénéficiaires ci-dessous :

Titulaire ou mandataire :

- du compte ouvert au nom de:
- à l'établissement bancaire suivant :
- sous le numéro de compte :
- code établissement : code guichet : Clé RIB/RIP :
- BIC/IBAN :

2^{ème} contractant :

- Compte ouvert au nom de:
- Etablissement bancaire suivant :
- sous le numéro de compte :
- code établissement : code guichet : Clé RIB/RIP :
- BIC/IBAN :

Toutefois, le musée du Louvre se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

REMARQUE :

Indiquer les références d'un compte unique ou, lorsque le candidat est un groupement momentané d'entreprises comportant des demandes de paiement à des comptes séparés, les références du compte de chaque membre du groupement.

Les membres d'un groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous (art. 26.3) la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

Dans le cas d'un groupement solidaire, l'ouverture d'un compte unique au nom du mandataire du groupement solidaire est recommandée. Dans le cas contraire, le titulaire devra indiquer à l'article 26.3 du présent contrat la répartition exacte des montants entre les co-traitants.

Article 26.2. Avance (articles R. 2191-3 et s. du Code de la commande publique) :

Sans objet.

Article 26.3. Désignation des cotraitants et répartition des prestations (à compléter le cas échéant)

En cas de groupement d'entreprises conjoint⁸, la nature et le montant HT des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter doivent être précisés dans le tableau ci-dessous.

Désignation de membres du groupement	Prestations exécutées par les membres du groupement	
	Nature des prestations concernées	Montant H.T.
	Total	

ARTICLE 27 – SIGNATURE DE L'OFFRE PAR LE CANDIDAT INDIVIDUEL OU, EN CAS GROUPEMENT, LE MANDATAIRE DUMENT HABILITE OU CHAQUE MEMBRE DU GROUPEMENT (à compléter)

Fait en un seul original,

27.1. Signature du contrat par le candidat individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

27.2. Signature du contrat en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article R. 2142-24 du Code de la commande publique) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire (habilitation signée de chacun des membres à joindre en annexe), qui signe le présent acte d'engagement :
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

⁸ Lorsque le candidat est un groupement solidaire comportant des demandes de paiement à des comptes séparés, la répartition du montant des prestations devra également être clairement identifiée entre les membres du groupement.

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :

(Cocher la case correspondante.)

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché ou de l'accord-cadre ;

☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

ARTICLE 28 – MISE AU POINT DU MARCHÉ

Le présent marché :

☐ a fait l'objet d'une mise au point jointe en annexe⁹

☐ n'a pas fait l'objet d'une mise au point

ARTICLE 29 – DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

⁹ La Personne Représentant le pouvoir adjudicateur cochera la situation concernée.

A Paris, le

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur

↳ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

↳ **En cas d'envoi en LR AR :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

↳ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification une copie du présent marché public » :

A, le

Signature du titulaire

Nantissement ou de cession de créances

3 Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1 ☐ La totalité du marché dont le montant est de : *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)*

.....

2 ☐ La totalité du bon de commande n° afférent au marché *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* :

.....

3 ☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* :

.....

4 ☐ La partie des prestations évaluée à *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* :

.....

et devant être exécutée paren qualité de :

☐ membre d'un groupement d'entreprise ☐ sous-traitant

A

, le

10

Signature

¹⁰ Date et signature originales